

Journée de l'Union Africaine – Bruxelles le 22 mai 2015

Mme Justine M'POYO KASA-VUBU

Ministre Résident Ambassadeur Honoraire

Thème : La violence faite aux femmes: Cas de la République Démocratique du Congo

Préambule

La violence qui perdure en RDC depuis des décennies constitue un cas particulier qu'il faut regarder en s'imaginant qu'on est un aigle. Car l'aigle qui survole son champ dispose d'une large vision, un horizon totalement ouvert qui permet d'observer d'où l'on vient et où l'on va. Pour nous aussi comme l'aigle, cet horizon nous permet de voir les tenants lointains et les aboutissants qui pèsent sur les cycles de violence qui sévissent au Congo.

Forts de ce préalable, nous avons concédé avec beaucoup de tristesse de sous-titrer le préambule de notre réflexion comme suit :

La violence qui justifie les moyens...

Sans remonter jusqu'à la période de la traite esclavagiste qui a complètement déstructuré les pays africains, nous devons néanmoins regarder un bref moment le passé. A l'origine de l'histoire contemporaine de nos pays africains, c'est-à-dire au début de la colonisation il y avait déjà la violence meurtrière. Celle-ci semblait obéir dès le départ essentiellement à des impératifs économiques.

La révolution industrielle qui l'a justifiée à la fin du 19^e et début du 20^e siècle, avec les campagnes de caoutchouc entre autres...a entraîné la mise en place par le colonisateur d'une politique de la violence et de la répression contre les populations féminines et masculines qui ne satisfaisaient pas aux exigences de quotas de production exigés par le colonisateur.

Cent ans plus tard, à la fin du 20^e et début du 21^e siècle, nous y sommes, une nouvelle révolution industrielle technologique cette fois, avec le coltan et d'autres minerais stratégiques, est venu justifier fois de nouvelles violences meurtrières au service des intérêts économiques...L'enjeu semble cette fois-ci si important que dans nos pays devenus indépendants il a fallu user de stratégies multiples en utilisant des bras armés de toutes sortes à partir des pays voisins de la RDC qui, agissant en partenariat avec des multinationales identifiées s'affranchissent systématiquement des considérations humanitaires et sociales....

Lorsque nous examinons le degré de barbarie qui accompagne les violences subies par les femmes congolaises notamment à l'Est du pays, l'irrationalité des actes posés interpelle plus d'une conscience car elle déshumanise l'homme africain et bouscule les fondements de notre culture et de nos valeurs.

Si après cent ans d'intervalle, la violence contre les femmes congolaises, vient à son tour aujourd'hui justifier le soubassement de nouveaux intérêts économiques, alors ne faudrait-il pas aussi se poser la question de savoir **quelle Afrique aurons-nous demain** ? Avons-nous été suffisamment prévoyants ? Car ici, il apparaît manifestement qu'il existe une logique cyclique d'extermination des populations locales comme si le Congo était assigné à demeurer un laboratoire dans lequel serait prescrit un ADN spécifique au regard des conséquences que ces violences entraînent à savoir :

- Pourquoi dans tous les massacres à l'Est, une majorité de femmes sont victimes ?
- Pourquoi après les avoir violées les agresseurs poursuivent la sauvagerie en utilisant des outils divers, des bâtons en bois soit pour éventrer des femmes enceintes, soit pour voir comment on souffre, opérant exactement comme des garagistes lorsqu'ils dépiècent les éléments d'un moteur ?
- Pourquoi s'acharner aussi sur des bébés et de jeunes enfants innocents, qui ne sont coupables de rien ?
- Pourquoi perpétrer ces actes en imposant ces spectacles aux maris devant leurs épouses, aux épouses devant leurs maris, aux enfants face à leurs parents et face aux autres enfants tout en les droguant etc... ? Dans quelles perspectives d'avenir s'inscrivent ces agresseurs ? Dans quelles perspectives d'avenir nos dirigeants africains inscrivent-ils ces agresseurs impunis trop souvent ?

Nous pouvons donc déduire qu'il s'agit d'une planification et donc d'un génocide qui ne dit pas son nom. Et voici les arguments d'analyses objectifs qui plaident en faveur de cette thèse :

- En considérant que ce sont majoritairement les femmes et les jeunes filles et même des bébés qui sont les cibles de prédilection des bandes armées qui opèrent en toute impunité,
- En observant que de nombreux rapports d'organisations non gouvernementales et des Nations Unies ont maintes fois épingle des responsabilités de certains Etats commanditaires de ces violences,
- En constatant d'incessants mouvements des populations qui fuient leur village ou plus personne ne se sent en sécurité,
- En analysant les velléités illégales de certains pays voisins à vouloir remettre en cause la paix des collectivités locales en cherchant à redessiner de nouvelles frontières géographiques en remplacement de celles héritées de la colonisation,

- N'y a-t-il pas un jeu de rapports de force dominants comme une épée de Damoclès qui plane au-dessus de la tête des dirigeants africains et qui les empêchent de s'indigner franchement contre les entreprises multinationales commanditaires des groupes armés qui pillent les ressources naturelles de nos contrées ?

Conséquences objectives de ces violences

En massacrant massivement les femmes, en détruisant leur corps, en les rendant stériles à jamais, non seulement on déstructure la pyramide des âges, mais on brouille complètement l'évolution démographique, sociologique, anthropologique, de sorte que le tissu social va lentement effacer les ayants droits du sol. Puisque les villages se vident peu à peu de leurs populations authentiques, au moindre soubresaut, rebellions ou révolutions, n'importe quel assaillant sans contradicteur sur place peut se prévaloir d'appartenir à ce coin de la République et s'y installer durablement...Voilà comment de vrais titres de propriétés détenus par des ayants droits survivants légitimes deviennent de faux titres de propriété. Le Chef coutumier a changé, car son prédécesseur a été abattu dans des massacres, le chef du village a disparu, les habitants ne sont plus les dépositaires de l'histoire mais des imposteurs successifs légitimés par des sous-traitants des multinationales... Cela relève d'une intelligence froide, d'un calcul cynique, c'est de la planification scientifique.

Alors faudra-t-il craindre que demain une 3^e révolution industrielle ou technologique nous apporte son lot de violence organisée et planifiée ? A l'allure où vont les choses l'accélération et l'escalade des violences, l'indifférence et l'égoïsme au sein de nos gouvernances n'attendent pas un nouveau centenaire à la fin du 21^e siècle pour éprouver l'Afrique et la RDC une énième fois...Nous devons donc y penser maintenant et répondre à la question suivante : **Dans quelle Afrique vivons-nous aujourd'hui et que faisons-nous pour défendre l'intérêt de nos populations ?**

Les pistes de solution

L'éducation doit reprendre sa place dans le cœur de nos dirigeants et constituer une priorité de leur politique. Le constat est unanime car tous ceux qui ont eu la chance de faire des études et de suivre une formation quelconque, partagent des expériences similaires et considèrent la période scolaire comme le meilleur souvenir dans la vie de tout un chacun. Il s'agit d'un gage d'émancipation et d'épanouissement pour tous car il y a un plaisir à étudier, il y a un bonheur pour tout homme à s'affranchir de l'ignorance : c'est la condition même de la paix sociale et de la cohésion nationale c'est-à-dire l'antidote à la culture de la violence, donc la meilleure garantie pour le développement du pays.

Par ailleurs si nous sensibilisons davantage nos communautés de base pour aider les parents à encourager tous leurs enfants et particulièrement leurs filles à fréquenter régulièrement l'école au même titre que les garçons, alors nous consolidons de facto les chances de tout le pays pour un développement économique durable..

La Déclaration Solennelle sur l'Égalité entre les hommes et les femmes en Afrique adoptée par nos pays en 2004 n'a pas encore porté ses fruits. Dans les faits il n'y a pas encore d'égalité. Dans les circonstances actuelles, nous pensons également qu'au Congo le principe de la parité ne doit pas s'appliquer de manière aveugle. Il y a eu trop de manquements éducatifs graves durant des décennies, des diplômés dévalorisés, une corruption sans limite, etc., tous ces facteurs nous obligent à admettre que la compétence et l'expertise doivent précéder la parité. Une gestion rationnelle de cette donne s'impose désormais.

Horizon 2063 : L'Afrique que nous voulons, est-ce l'Afrique que nous pourrions réaliser ?

1-Du courage politique de la part de nos gouvernements sera nécessaire pour appliquer les lois en faveur du renforcement des capacités des femmes dans tous les domaines.

2-Nos gouvernants devront sans complexe traiter d'égal à égal avec les anciens colonisateurs et le revendiquer. Par égal à égal nous signifions tout simplement que nos gouvernants lorsqu'ils rencontrent les interlocuteurs étrangers doivent courageusement apporter sur la table des pourparlers les intérêts de leurs populations. Ils doivent développer leur propre capacité à privilégier d'abord l'intérêt supérieur de la nation car c'est surtout au niveau politique que résident les enjeux. Il faudra procéder par étape. Les femmes elles-mêmes doivent se mobiliser pour parvenir à faire adopter des lois qui existent déjà, les faire amender si nécessaire. Elles comprendront mieux alors, le sens de l'imperium qu'elles peuvent exercer au sein d'un parlement par exemple afin de changer les choses.

3-Nous valoriserons la place de la jeunesse dans la société, car nous constatons un fait : tant dans le phénomène des enfants soldats que dans celui des fillettes abandonnées, la marginalisation favorise la prise en otage de tous ces jeunes par des adultes manipulateurs. Il faudra donc les réinsérer dans le tissu social et leur offrir un avenir.

Mme Justine M'POYO KASA-VUBU